

Élections israéliennes : pas de place pour les droits du peuple palestinien !



Au lendemain des élections israéliennes, et quels que soient l'avenir de Benjamin Nétanyahou et la forme de la future coalition gouvernementale, c'est l'absence d'alternative à la négation des droits du peuple palestinien qui ressort, une fois de plus, des résultats.

Bien sûr, nous saluons les résultats de la Liste unie, regroupant des partis politiques principalement palestiniens d'Israël soutenus par des Israéliens juifs anticolonialistes, qui redevient le troisième groupe parlementaire de la Knesset. Dans son combat pour un État d'Israël qui serait celui de tous ses citoyens, elle aura besoin de tout notre soutien face à l'hystérie raciste anti-arabe qui continue à se développer en Israël jusque dans l'enceinte du parlement israélien.

Mais le principal constat est que les trois principaux partis ayant pour vocation de figurer dans une coalition gouvernementale au pouvoir ont tous inscrit dans leur programme le déni du droit international et des droits du peuple palestinien. Benyamin Netanyahu l'a fait en proclamant son intention d'annexer la Vallée du Jourdain, et même Hébron à la veille de l'élection ; Benny Gantz a promis de ne démanteler aucune colonie, approuvé le contrôle de la vallée du Jourdain et annoncé une position agressive vis-à-vis de Gaza ; quant aux positions d'Avidgor Liebermann, elles sont connues pour leur extrémisme. Le lobby des colons, plus fort que jamais, impose son agenda politique, au profit d'une accélération du projet de dépossession du peuple palestinien.

La société israélienne s'enfonce dans le racisme, l'intolérance et la loi du plus fort. Et, bien sûr, la première victime en est le peuple palestinien. Il subit le blocus et l'enfermement à Gaza, la violence de l'occupation, de la colonisation et des expulsions en Cisjordanie et à Jérusalem, la perte d'espoir dans les camps de réfugiés, et les discriminations en Israël même.

Dans cette situation, la solidarité internationale est essentielle. En tant que citoyens, nous devons agir pour faire absolument cesser l'impunité de l'État d'Israël. L'AFPS sera particulièrement vigilante et à l'offensive face aux mauvais coups toujours possibles, y compris dans la période intérimaire qui précède la formation du nouveau gouvernement.

Face aux annonces de Nétanyahou promettant l'annexion de la vallée du Jourdain, la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni ont réagi ensemble pour relever que cette annonce était contraire au droit international. **Mais pour sortir de la spirale de l'impunité, du racisme, de la négation de l'existence de l'Autre à l'œuvre en Israël contre les droits du peuple palestinien, les déclarations ne suffisent pas : il faut faire preuve de courage politique et poser des actes forts. Sans cela, parler de Paix n'est qu'un leurre.**

Le Bureau national de l'AFPS, 18 septembre 2019